

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIE DU COSTET BEILLARD

2648 route de Colmar
88400 Xonrupt-Longemer

Références : S-25-718RP
Code AIOT : 0006204549

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement GIE DU COSTET BEILLARD implanté Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle s'appuie sur l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié n° 2638-2008 du 13 août 2008.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE DU COSTET BEILLARD
- Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006204549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La site est la station d'épuration qui traite les effluents aqueux de la société Blanchiments de Xonrupt II.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Coloration de la zone de mélange	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2	Sans objet
4	Bilan de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les rejets aqueux présentent des dépassements en concentration (signe qu'une amélioration de la gestion de la station est à rechercher) mais en flux (ce qui est favorable en ce qui concerne l'impact sur l'environnement). Ce dernier point s'expliquant par des volumes rejetés faibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques des rejets
Prescription contrôlée : (...) <p>Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).</p> <p>Point de rejet : sortie de station d'épuration</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température maximale : 30 °C ; • pH : 5,5 < pH < 8,5 ; • Débit maximal journalier (m³/j) : 500 ; • Débit maximal journalier en moyenne mensuelle (m³/j) : 400 ; • Débit maximum horaire (m³/h) : 50 ; • Débit maximal horaire en moyenne mensuelle (m³/j) : 35.

Paramètre	Rejet « sortie de station d'épuration »		
Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier	Flux moyen mensuel*	
MES	35 mg/l	35,0 kg/j	29,4 kg/j
DBO5	30 mg/l	30,0 kg/j	25,2 kg/j
DCO _{eb}	300 mg/l	125,0 kg/j	105,0 kg/j
NGL	10 mg/l	10,0 kg/j	8,4 kg/j
P _{total}	2 mg/l	2,0 kg/j	1,7 kg/j
Plomb et ses composés (en Pb)	15 µg/l	13 g/j	
Cuivre et ses composés (en Cu)	100 µg/l	25 g/j	
Chrome et ses composés (en Cr)	80 µg/l	34 g/j	
Nickel et ses composés (en Ni)	40 µg/l	34 g/j	
Zinc et ses composés (en Zn)	500 µg/l	168 g/j	
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1 mg/l	840 g/j	
Glyphosate	28 µg/l	21 g/j	
AMPA	450 µg/l	126 g/j	

* Le flux moyen mensuel correspond à la charge émise dans le mois divisée par le nombre de jours travaillés dans ce même mois.

(...)

Constats :

Par vérification de la plate-forme d'autosurveillance GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente), l'inspection a constaté :

1. En janvier 2025 :

- MES : dépassements réguliers de la concentration des rejets jusqu'à 49 mg/L mais respect du flux ;
- DCO : dépassements systématiques de la concentration des rejets jusqu'à 498 mg/L et un dépassement en flux à 136 kg/j.

2. En février 2025 :

- MES : dépassements mineurs de la concentration des rejets mais respect du flux ;
- DCO : dépassements systématiques de la concentration des rejets jusqu'à 400 mais respect du flux ;
- P : une concentration mieux maîtrisée par rapport à 2024 mais malgré tout un dépassement à 3,1 mg/L.

3. En mars 2025 :

- MES : aucun dépassement ni en flux, ni en concentration ;
- DCO : dépassements quasi systématiques de la concentration des rejets jusqu'à 437 mg/L mais respect du flux ;
- P : valeurs de la concentration des rejets déclarées à 5,5 et 6,7 mais respect du flux.

L'inspection note que certaines concentrations dépassent les valeurs limites d'émission mais que dans la très grande majorité des cas les flux sont inférieurs aux bornes fixées. Ceci s'explique notamment par une baisse d'activité du site qui conduit même à ce que les rejets ne soient pas quotidiens.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Quand bien même les flux sont respectés, il convient malgré tout que les concentrations le soient également car elles marquent aussi les performances de la station d'épuration.

Il est attendu que l'exploitant respecte les valeurs limites de rejets aussi bien en concentration qu'en flux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Coloration de la zone de mélange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, coloration de la zone de mélange
Prescription contrôlée : En un point représentatif de la zone de mélange à l'aval de la ZNIEFF, le rejet ne devra pas générer de coloration visible du milieu.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de coloration du milieu récepteur (la Cleurie) en aval de la zone de mélange.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
Prescription contrôlée : (...) Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.
Constats : L'inspection a constaté que la plate forme GIDAF n'a pas été renseignée au mois d'avril 2025. L'exploitant indique qu'il vient de recevoir les résultats de ce mois. Par ailleurs, l'inspection a constaté que les paramètres dont la périodicité de mesure est journalière ne sont pas renseignés quotidiennement. L'exploitant indique que la baisse d'activité des blanchiments de Xonrupt II (seul pourvoyeur de matière organique) induit que les rejets vers le milieu naturel ne sont pas quotidiens.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que : <ul style="list-style-type: none">• l'autosurveillance soit déclarée sur la plate forme GIDAF de manière régulière ;• l'exploitant commente ses déclarations notamment les jours d'absence de rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, bilan de fonctionnement
Prescription contrôlée : AP art 2.4.3 - bilan de fonctionnement Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1er avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement de sa station de l'année. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins : <ul style="list-style-type: none">• les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés ;• une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté ;• un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise ;• un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année précédente (travaux, changement de process...) ;• une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.
Constats : L'exploitant a transmis le bilan attendu le 27 mars 2025. Celui-ci répond aux attendus.
Type de suites proposées : Sans suite